

à fait différente certains raisonnements soutenus dans le passé, notamment, par l'honorable député de Kenora-Rainy-River (M. Benidickson). Voilà qui démontre que nous avons parfois raison de critiquer pareils raisonnements.

Je peux donner, je crois, deux autres exemples. Hier soir, en quittant la Chambre, je me suis rendu chez moi juste à temps pour voir la dernière partie de ce qu'on pourrait, à défaut de mieux, appeler une autopsie du rassemblement libéral qui a eu lieu les trois premiers jours de la semaine dernière. Je ne sais pas ce qui avait précédé, mais quand je suis arrivé chez moi, on interrogeait M. Walter Gordon au sujet de ce rassemblement et du rôle qu'il y avait joué.

Tout d'abord, il a paru tout heureux d'admettre qu'il avait été l'éminence grise du congrès. Ensuite, après avoir fait le modeste comme il convient, il a fini par admettre que si, par malheur, notre pays en venait à être de nouveau affligé d'un gouvernement libéral, il serait le prochain ministre des Finances.

Ensuite, un commentateur qui s'appelle, je pense, M. Davey, l'a soumis à un interrogatoire très serré et très intelligent. M. Gordon n'avait plus pour le soutenir toute la panoplie, la foule, l'apparat et le déploiement d'un rassemblement. Il était livré à lui-même et devait se débrouiller seul. On lui a demandé, —et c'est là, à mon sens, qu'il a lamentablement failli à la tâche,—d'essayer d'expliquer les différences, les profonds écarts qui séparent sa pensée économique et politique,—qu'il avait exposée,—les futurs articles du programme libéral déjà annoncés, et les déclarations faites à diverses occasions en cette Chambre par les membres du parti libéral. Il faut dire que c'est probablement une tâche impossible.

Il n'a pas su s'en tirer. Ce fut un échec complet, presque un gâchis.

Vu que ce monsieur aspire, de son propre aveu, à succéder au présent ministre des Finances, advenant le retour des libéraux au pouvoir,—je devrais ajouter, monsieur l'Orateur, que ce n'est pas là une annonce payée en faveur du député de Kenora-Rainy-River,—il convient que les membres de mon parti se livrent à une critique de ce qui s'est fait là et ne négligent rien pour empêcher que les Canadiens ne soient affligés d'un gouvernement libéral.

Sauf erreur, on avait annoncé un peu plus tôt que le chef de l'opposition avait fait une déclaration où il mettait le gouvernement au défi de tenir des élections générales et se déclarait, le cas échéant, assuré de la victoire. Je sais qu'on s'attend à cela, de la part des chefs politiques, à l'occasion des ralliements de cette nature. Je suis sûr que le chef de l'opposition (M. Pearson) n'y croit pas. Je

[M. Baldwin.]

suis sûr que personne dans cette Chambre n'y croit, mais c'était la chose convenue, et l'honorable député s'y est prêté.

Malheureusement, il peut y avoir des gens, au Canada, qui ne sont pas au courant de cette pratique et rien, que je sache, ne risque de semer la crainte et l'appréhension dans l'esprit de millions de Canadiens autant que la perspective d'un autre gouvernement libéral. Étant de cet avis, je suis sûr qu'avec beaucoup d'honorables députés de ce côté-ci de la Chambre, j'ai le droit de faire en sorte, par mes actes et mes discours, que cela ne se produise pas.

Ce ne sont pas seulement les actes et le programme du gouvernement qui sont en cause. Il faut songer aussi au régime démocratique, aux programmes des partis politiques qui espèrent offrir une solution de rechange, au caractère des chefs de ces partis et à leur aptitude à mettre en œuvre les programmes proposés. Voilà pourquoi je m'élève fortement contre ce qu'a dit l'honorable député de Vancouver-Est (M. Winch) et, s'il y a nécessité, je me propose de continuer à réfuter les arguments spécieux comme ceux dont les membres de l'opposition nous ont abreuvés jusqu'à l'écoeurement au cours du présent débat.

Je puis bien dire au ministre des Finances (M. Fleming) que c'est un bon budget, qu'il arrive au moment opportun et qu'il est bien à point, mais je peux aussi invoquer des opinions autres que les miennes et que celles des amis du ministre des Finances. J'ai ici la section de la revue annuelle de la *Gazette* de Montréal, en date du 14 janvier. Le principal article est dû à la plume de M. John A. Meyer qui, je pense, est un observateur raisonnable, intelligent et tout à fait compétent dans le domaine de l'économie politique et qui, je pense, a une attitude indépendante. Le titre qui coiffe cet article est le suivant:

La nation prend une nouvelle voie. Une économie formée selon les aspirations nationales. On vise à une indépendance, à une diversité et à une force suffisantes pour maintenir la souveraineté politique.

Permettez-moi de donner lecture de quelques paragraphes de ce très intéressant article:

Jamais auparavant l'économie canadienne n'avait fait l'objet d'études approfondies comme en 1960. Ce phénomène se continuera en 1961. Le budget supplémentaire est le premier indice de la nouvelle orientation. Le budget principal devrait nous apporter encore plus de précisions. A l'heure actuelle, on fait des efforts déliés pour adapter l'économie aux besoins et aux aspirations de la nation. Comme c'est d'usage au Canada, le phénomène sera lent: ce sera une évolution beaucoup plus qu'une révolution. Tout ce qu'on peut dire pour l'instant, c'est qu'on a mis la main à la pâte; cependant, il reste tellement à faire que les choses n'en deviendront pas nécessairement plus faciles.